

Lettre à tous les parents

Madame, Monsieur,

Nous sommes tous inquiets quand il s'agit de l'avenir de nos enfants. Cette inquiétude est encore plus forte dans notre société où les inégalités sociales sont chaque jour plus importantes. La précarité, les conditions de vie et de travail difficiles créent de plus en plus d'insécurité. Les diplômes et les qualifications sont des passeports indispensables pour accéder à un véritable emploi. Et c'est parce que nous pensons que la politique actuelle menace les bases et le fonctionnement de l'école publique que nous nous adressons à vous aujourd'hui.

Une rafale d'annonces ministérielles

Semaine de 4 jours, nouveaux programmes, stages pendant les vacances, devoirs de mémoire, concurrence entre écoles... Pas une semaine sans nouvelle proposition. Et toujours au nom de l'égalité des chances et de la lutte contre l'échec scolaire. Et chacun de s'interroger : et si le ministre avait trouvé une recette miracle ?

Des annonces qui évitent de parler de la réalité du terrain

N. Sarkozy l'a dit, X. Darcos le fait. L'école coûte cher, il faut donc réduire les budgets. 11 200 suppressions d'emplois cette année, 90 000 prévus d'ici 2012. La réalité, dans ce département, comme parent d'élèves, vous la connaissez :

- Chaque jour ce sont des dizaines de classes qui n'ont pas d'enseignant parce que nous manquons de remplaçants. Ce sont donc des dizaines d'heures d'enseignement qui manquent.
- Les postes dans les réseaux d'aide pour les enfants en difficulté sont toujours aussi peu nombreux : manque de postes d'adaptation pour répondre aux besoins, 34 postes de rééducateurs, il y en avait 48 il y a 10 ans ; 28 psychologues, ils étaient 35 ;
- Les crédits pédagogiques sont réduits ou supprimés, l'école maternelle est malmenée (il faut atteindre 33 élèves pour ouvrir une classe), les effectifs par classe continuent d'augmenter...

Les comparaisons européennes montrent qu'il y a en moyenne, en France, 3 élèves de plus par classe que dans les autres pays.

Comment penser que l'on construira une école de la réussite en la privant de milliers de personnels éducatifs ?



« Pour améliorer la réussite de tous les jeunes, Il faut d'autres choix et une autre politique que celle du Ministre Xavier Darcos et du gouvernement. »

Une réforme des programmes pour aider aux apprentissages ?

Personne ne peut croire sérieusement qu'il suffirait de changer les programmes pour diviser par 3 l'échec scolaire, comme le clame le ministre. Les programmes actuels sont ceux de 2002 modifiés en 2007.

Des programmes scolaires sont toujours en évolution mais là, sans aucun bilan, sans que l'on sache qui les a écrit, le ministre veut imposer les siens contre l'avis de pratiquement tous les professionnels.

S'il suffisait de répéter mécaniquement le modèle d'il y a 50 ans, comme le suggère ce projet, cela se saurait. Réduire les difficultés à une réorientation des maths et du français, c'est nier l'apport fondamental de tous les autres savoirs et formes d'expression dans les apprentissages.

C'est une annonce démagogique qui vise à réduire les savoirs pour certains enfants. L'éducation à la citoyenneté, la formation de la pensée critique disparaissent des ambitions ministérielles. Est-ce un hasard ?

Des heures de soutien le soir et le midi pour refaire ce qui n'a pas fonctionné dans la journée ?

Une demi-heure ou une heure de plus, des journées de 6h30 ou de 7h d'enseignement pour les enfants les plus en difficulté alors que tous les enfants sont déjà fatigués par une journée scolaire trop longue.

Les textes actuels interdisent de dépasser les 6 heures d'enseignement par jour, et X. Darcos veut nous faire croire que l'année prochaine, avec « ses recettes », on résoudra les difficultés ?

L'accompagnement scolaire, les études avec des effectifs réduits mis en place dans de nombreuses collectivités ont un bilan positif. Il faut donner les moyens de les généraliser.

Proposer d'augmenter le temps d'enseignement journalier pour les difficultés scolaires importantes est et sera totalement contre-productif.

Des stages de 15 heures d'enseignement pendant les vacances pour réparer les échecs du trimestre ?

Avec cette mesure, les enfants les plus en difficulté enchaîneraient 19 semaines d'école avec une seule semaine de vacances ! Et, fin juin, au lieu de partir en vacances comme leurs camarades, ils devraient rester une semaine de plus à l'école ! Il ne faut vraiment pas connaître le fonctionnement des écoles et des enfants pour proposer de telles solutions.

Comment apprendre quand les petits copains seront dehors en train de jouer et parfois dans la cour de l'école même ?... Les enfants en difficulté ont droit aux vacances comme les autres, peut-être plus que les autres.

Le ministère débloque 23,5 millions d'euros pour rémunérer les enseignants volontaires en heures supplémentaires : cela représente l'équivalent de 560 emplois d'enseignants pour le premier degré ! Imagine-t-on ce qu'apporterait aux élèves la création de 560 emplois supplémentaires pour les réseaux d'aide aux enfants en difficulté ?

Quelques heures d'enseignement supplémentaires, pendant les vacances, pour des enfants rencontrant des difficultés lourdes, en dehors des projets de classe, sans liaison, sans concertation et sans travail d'équipe avec les enseignants de l'école, n'ont aucun sens.

C'est tromper l'opinion publique et les parents d'élèves que de faire croire le contraire.

Exigeons, ensemble, les moyens d'une véritable transformation de l'école publique, pour la réussite de tous les élèves.

La prise en charge de la difficulté scolaire relève du temps scolaire. C'est au sein de l'école et du groupe classe que les enfants apprennent. C'est dans l'école, sur le temps de classe, que doit se traiter la difficulté scolaire.

Pour réussir, tous les élèves, ont besoin :

- d'effectifs allégés dans les classes
- d'équipes de RASED renforcées
- de plus de maîtres que de classes pour le travail en petits groupes
- de remplaçants pour assurer le service de maîtres absents
- d'enseignants correctement et régulièrement formés
- d'une scolarisation dès 2 ans lorsque les familles le souhaitent

Nous refusons ces orientations éducatives, pédagogiques et ces régressions contraires à la réussite de tous les élèves.

Pour l'école, d'autres choix sont nécessaires.
Vos inquiétudes sont aussi les nôtres.